

# INTERVIEW D'AKIVA ELДАР (ANALYSTE AU « HAARETZ »),

Par BAUDOUIN LOOS, « LE SOIR »

BRUXELLES, LE 20 AVRIL 2006.

## VERBATIM

**Analyste vétérane du Haaretz, vous êtes invité à Bruxelles par Dor Hashalom, le Cercle du Libre Examen et le Bureau des étudiants en sciences politiques. Le sujet de votre conférence est celui qui se trouve au centre de votre dernier livre, paru en hébreu, « Les Maîtres de la Terre » (éd. Kinneret, Zmora-Bitan et Dvir) bientôt traduit en français : le rôle des colons dans l'évolution de l'Etat d'Israël depuis 1967.**

Oui. Je parle bien des colons « hard core », peut-être 15.000 personnes, qui pensent que Dieu a donné la Terre d'Israël aux Juifs. Ils ont réussi à dicter la politique d'Israël, de l'armée, des contribuables et même de la Cour suprême qui n'a jamais vraiment voulu remettre en question les prémisses de base de l'occupation et le droit d'Israël à occuper cette terre.

A première vue, on peut croire que le désengagement israélien de la bande de Gaza prouve que, finalement, un gouvernement peut décider contre l'avis des colons. Et d'ailleurs, on voit que lors des élections législatives israéliennes du 28 mars dernier, les Israéliens en sont satisfaits puisqu'ils ont donné la victoire à ceux qui ont initié ce désengagement. Beaucoup d'Israéliens espèrent maintenant que le prochain gouvernement va se désengager d'une partie de la Cisjordanie et qu'il s'agira d'une autre victoire sur les colons. Mais je n'y crois pas. Israël ne

pourra se séparer unilatéralement d'une partie de la Cisjordanie. Un accord avec les Palestiniens est nécessaire. Et les Palestiniens refuseront de concéder des parties de la Cisjordanie et de Jérusalem sans obtenir le plein prix en échange.

Les colons qui ont gouverné jusqu'ici vont trouver une nouvelle réalité. Je les appelle les « maîtres de la Terre » ; qui dit maîtres, dit esclaves. Israël connaît une relation spéciale avec ces colons. Les fondamentalistes existent dans de nombreux pays, au Proche-Orient et même en Occident. Normalement, les Etats font tout ce qu'ils peuvent pour les empêcher de nuire. En Israël non et c'est unique: tout a été coordonné avec eux. Tous les gouvernements israéliens les ont aidés, financés, courtisés.

Ce sont des gens très intelligents. Ils savent tirer profits des crises politiques ou idéologiques. Le tournant se situe en 1973, avec la création parmi eux du « Goush Emounim » (bloc de la foi, NDLR). Beaucoup les ont vus comme les pionniers modernes. Même les dirigeants du vieux parti travailliste, qui les admiraient, voyaient en eux la réplique de ce qu'eux avaient fait dans leur jeunesse : prendre la terre aux Arabes et construire le pays.

### **Ces colons radicaux sont donc en perte de vitesse...**

Ils affrontent une grave crise. Comme si leurs rabbins avaient échoué. Une partie d'entre eux ont rejoint le parti du Premier ministre Ehoud Olmert, Kadima, qui veut continuer à évacuer partiellement la Cisjordanie ; une autre partie, en revanche, veut créer le « royaume de Judée ». De toute façon, on ne peut pas du tout dire qu'ils ont perdu la partie. Ils ont réussi à créer des faits accomplis sur le terrain qui rendent presque impossibles un accord avec les Palestiniens. Et s'il n'y a pas

d'accord, ils ont même gagné. Si Israël évacue les colonies éloignées [comme Kadima s'y est engagé, NDLR] – ce qui serait à mon sens assez stupide – cela ne mènera pas à la paix, seulement à une autre forme d'occupation, avec les grands blocs de colonies restant sous domination israélienne, et l'armée israélienne continuant à contrôler les territoires. Il n'y aurait pas de reconnaissance internationale des nouvelles frontières. Déjà actuellement à Gaza, si une catastrophe humanitaire s'y produit, qui serait tenu pour responsable de ce territoire pourtant évacué ? Israël ! Sans doute, les colons ne peuvent-ils pas imposer la création de nouvelles colonies, mais les colonies existantes ne cessent de grandir et il a été décidé de créer « E1 », qui liera la grande colonie de Maale Adumim à Jérusalem, coupant la Cisjordanie en deux.

Le succès des colons est aussi dans les esprits : pour la plupart des Israéliens, les blocs de colonies sont israéliens. Sont casher. Or ils rendent une paix presque impossible ! Dans la perception général, entre 10 à 15% de la Cisjordanie sont à nous, alors que les Palestiniens ne seront jamais d'accord. Israël n'est même pas prêt à un échange de territoires. Les colons ont réussi à collectivement laver le cerveau des Israéliens.

### **Ceux-ci se disent qu'il n'y a pas de partenaires palestiniens...**

Ma question est : un partenaire pour quoi ? Pour la Déclaration de Beyrouth ? [offre de paix globale de la Ligue arabe à Israël, datant de 2002, consistant en un retrait sur les lignes de 1967 contre une normalisation totale avec le monde arabe, NDLR], alors oui ! Pour les paramètres Clinton [datant de 2000] ? Peut-être. On n'a pas essayé. Il y a maintenant de fortes pressions arabes sur le Hamas pour qu'il

adopte la Déclaration de Beyrouth, et Ismaël Haniyeh, le Premier ministre palestinien, répond en demandant si Israël est prêt à ça, sachant la réponse négative.

Juste après les conquêtes israéliennes de 1967, il avait été dit que ces territoires occupés étaient des cartes pour la négociation, qu'on attendait un coup de fil des Arabes. Mais Israël ne veut plus négocier, les colons ont gagné. Pourtant, vous imaginez qu'il eût été facile si on avait conservé ces cartes à lâcher. Mais au contraire on a multiplié les faits accomplis et aucun gouvernement ne s'y est opposé.

**Venons-en à l'actualité. Au soir de sa victoire électorale, Olmert a fait un appel au président palestinien Mahmoud Abbas, évoquant des négociations. Etait-ce juste « pour la galerie » ?**

Quand je pense qu'Abbas, quelques jours avant les élections israéliennes, m'avait accordé une interview dans laquelle il demandait la reprise des négociations, dois-je rire ou pleurer ? Le gouvernement d'Olmert a décidé de couper tous les contacts avec l'Autorité palestinienne (dominée par le Hamas) et aussi avec Abbas. En réalité, Israël n'est pas intéressé par des négociations sur le statut permanent des territoires occupés car il n'existe pas de partenaire... pour le marché offert aux Palestiniens. Autrement dit, le maximum qu'Israël est prêt à concéder reste très loin du minimum acceptable par les Palestiniens et par la communauté internationale. Ce qui préoccupe le gouvernement n'est donc pas l'échec éventuel de telle négociation, mais le fait que cet échec puisse lui être imputé par la communauté internationale.

Depuis les négociations avortées de Camp David en 2000, la propagande israélienne se base sur l'argument d'Ehoud Barak [le Premier ministre travailliste de l'époque] que l'échec

provient de la volonté palestinienne d'exercer le droit au retour des réfugiés en Israël, qu'ainsi Israël a ôté le masque d'Arafat qui n'accepte toujours pas la légitimité d'Israël. Ce n'est pas vrai ! Tous les dirigeants et experts israéliens que j'ai consultés le clament : à Camp David, il n'a même pas été question du droit au retour des réfugiés. Et l'assomption était qu'Arafat y renoncerait contre le contrôle de l'Esplanade des mosquées, à Jérusalem.

Donc, maintenant, Israël refuse de négocier car dans ce cas le monde verrait que les Palestiniens sont bien des partenaires pour une solution de deux Etats avec une solution pour les réfugiés à trouver dans le nouvel Etat palestinien. Et il verrait que c'est Israël qui refuse une solution basée sur les frontières de 1967 avec des ajustements sous forme d'échanges de territoires.

Mon pessimisme s'explique par le fait que les deux camps n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord sur les fondements d'une négociation. Les Israéliens disent « négocions à partir de ce que nous avons conquis en 1967, partageons ce territoire-là », et ils veulent conserver les grands blocs de colonies et la vallée du Jourdain. Les Palestiniens, eux, partent du principe qu'Israël a conquis 78 % de la Palestine en 1948, ils disent donc que, pour les 22% restants, rien ne sera gratuit : s'ils lâchent un kilomètre carré ici, il leur faut un km<sup>2</sup> là en échange. Pour eux, la vallée du Jourdain est très importante, c'est la seule réserve de terres pour les réfugiés du Liban.

**Olmert négocie avec plusieurs partis, y compris un parti raciste comme Israel Beteinu, d'Avigdor Lieberman, comment est-ce compatible dans une coalition avec les travaillistes ?**

C'est très cynique vis-à-vis du public : c'est dire que les plates-formes électorales sont mort-nées. L'approche du Premier ministre est peut-être que pour faire des concessions il vaut mieux avoir un parti à sa droite, pour légitimer les avancées par rapport aux colons. Si j'étais Lieberman, je serai insulté par cette approche qui suppose l'abandon de ses principes. Il semble que les travaillistes ne veulent pas gouverner avec Lieberman. On pourrait aussi prendre Lieberman comme on prend le Hamas : s'il répond à certaines conditions, alors oui, on l'accepte. Par exemple, si Lieberman accepte qu'Israël soit un Etat où tous les citoyens ont des droits égaux...

**Comment les Israéliens se sont-ils rangés à l'idée de retraits partiels unilatéraux, alors que cela semble la recette même pour la continuation de l'affrontement avec les Palestiniens ?**

Vous touchez là un point très pénible sur lequel j'ai pas mal écrit. Lors des élections de mars, un mot était tabou, le mot « paix ». Même le Meretz ! [petit parti à la gauche des travaillistes]. Les Israéliens ont diminué le niveau de leurs attentes. Ils ne rêvent plus de paix. Même le Haaretz, mon journal, s'est rangé derrière le désengagement unilatéral. Celui qui parle de paix est considéré comme un excentrique ou un naïf. C'est le plus grand succès de Sharon. Le concept de paix a été empoisonné par le désengagement de Gaza. Pourtant, quand on pourra faire la balance des points positifs et négatifs, on va regretter ce désengagement unilatéral car le message aux Palestiniens et à notre jeunesse, c'est qu'il n'y a pas de partenaire et que l'on en revient à un jeu où tout le monde perd. Et pourtant, je sais qu'Olmert comprend que l'unilatéralisme ne mènera pas à une solution, que la

communauté internationale – ni l’Union européenne ni même les Etats-Unis – ne reconnaîtra jamais les frontières tracées par Israël sans négociations.

## **Les Européens ont-ils eu raison de suspendre l’aide directe à l’Autorité palestinienne dominée par le Hamas ?**

Continuer l’aide comme si de rien n’était n’aurait pas été le message correct à envoyer aux Palestiniens. C’était leur dire qu’ils ne perdaient rien à voter Hamas. Il fallait un message clair pour leur signifier qu’il y a un prix à payer quand on vote pour un gouvernement radical qui n’est même pas prêt à reconnaître son voisin. Les critères exigés par les Européens [reconnaissance d’Israël, acceptation des accords précédemment conclus et renonciation à la violence] sont les mêmes que ceux imposés naguère à l’OLP d’Arafat. C’est normal. Il faut que le Hamas confronte son idéologie avec ses responsabilités de gouvernant. Et qu’il décide peut-être de changer, de faire des concessions. Mais c’est inutile s’il n’y a pas d’alternative ! Il faut que les Palestiniens sachent que le partenaire qui souhaite négocier serait accueilli favorablement. Ce qui n’est pas le cas en Israël. Les Européens, eux, comprennent très bien qu’ils doivent renforcer Abbas et les pragmatiques qui l’entourent. Du côté du Hamas, le changement viendra peut-être, mais cela prendra du temps. Les pouvoirs d’Abbas sont importants, il pourrait négocier avec Israël – le Hamas l’a clairement dit – puis venir devant la population avec un éventuel accord. Il peut même dissoudre le conseil législatif et convoquer des élections. Mais il doit montrer qu’il peut apporter des résultats. Si Israël était intéressé par un tel scénario, il l’aiderait en libérant par exemple des prisonniers, il lui donnerait des atouts, mais on n’a jamais essayé, même en 2005, quand le Fatah d’Abbas

contrôlait l'Autorité palestinienne. Israël le dit « trop faible », mais il a eu le courage de refuser la plate-forme gouvernementale du Hamas, il exige que le Hamas reconnaisse les accords conclus, et il continue à condamner le terrorisme, ce qu'il faisait même face à Arafat.